



# BRÈVES ÉCONOMIQUES DE L'ASEAN

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE SINGAPOUR

N° 19 (2022)

## Faits saillants

- ❖ Malaisie : relèvement de 25 pdb du taux directeur de la banque centrale
- ❖ Indonésie : croissance de 5,0% au T1 2022 en g.a.
- ❖ Thaïlande : prolongation du dispositif de subvention du prix du diesel

## ❖ LE CHIFFRE À RETENIR

+9,9%

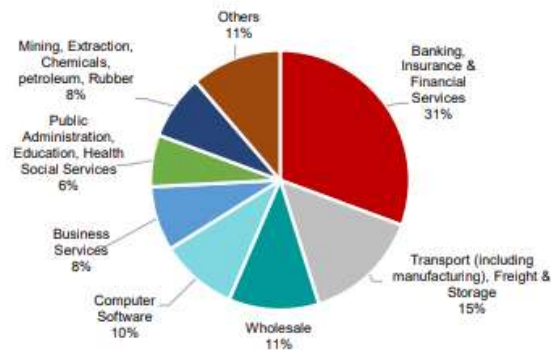
L'inflation au Laos fin avril 2022, par rapport au niveau des prix atteint un an plus tôt

## Région

### Impact du conflit en Ukraine sur les sociétés non financières de l'ASEAN+3

Dans un rapport publié cette semaine, AMRO, i.e. le bureau de recherche macro-économique de l'ASEAN+3 (Chine, Japon, Corée du Sud), considère limité l'impact du conflit russo-ukrainien sur les sociétés non financières de la région. Même si les perturbations des chaînes d'approvisionnement, le resserrement des conditions financières et les prix élevés de l'énergie ont des répercussions marquées sur la production et l'inflation à l'échelle mondiale, les retombées du conflit sur les entreprises non financières de l'ASEAN+3 resteraient faibles, du fait de : i) leur exposition limitée à la Russie ; ii) la part modeste de l'investissement des entreprises russes sanctionnées dans la région ; iii) liens commerciaux réduits. L'AMRO souligne cependant que le prolongement du conflit pèserait davantage sur l'activité aux États-Unis et en Europe, ce qui affecterait l'activité dans l'ASEAN+3.

Figure 1. Russian Firms in ASEAN+3: Number of Projects (including Deals) by Industry  
(Percent share of total projects)



Sources: Orbis Crossborder Investment; and AMRO staff calculations.  
Note: Projects include FDI and M&As in the ASEAN+3 from 2013–21.

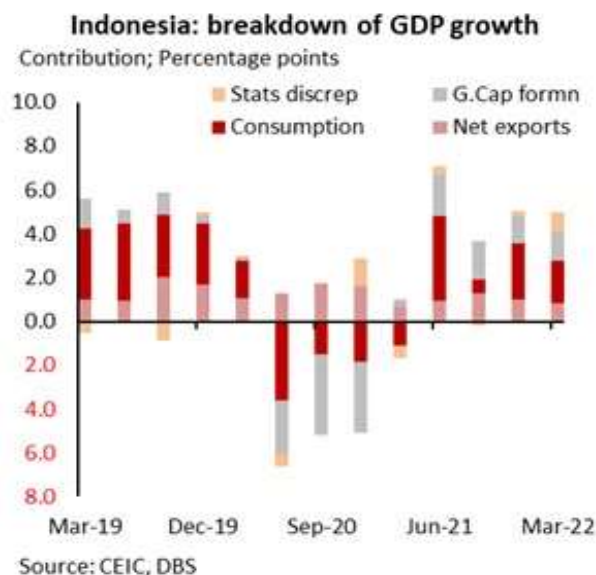
## Sommet spécial États-Unis-ASEAN

Le président des États-Unis, Joe Biden, et les dirigeants des pays membres de l'ASEAN, dont le Cambodge assure la présidence tournante actuellement, se sont rencontrés lors d'un sommet spécial à Washington D.C. les 12 et 13 mai 2022, afin de célébrer 45 ans de relations entre les États-Unis et l'ASEAN. Il s'agit du deuxième sommet spécial depuis 2016. Les dirigeants de l'ASEAN et le président Biden ont évoqué les moyens d'intensifier la coopération dans divers domaines, notamment pour répondre aux problématiques liées à la pandémie, le changement climatique, le développement durable, la coopération maritime, le développement du capital humain, l'éducation et les liens entre les peuples, ainsi que la connectivité et l'engagement économique. Les relations de la région avec Taiwan et la Birmanie, la sécurité régionale en mer de Chine méridionale et les impacts potentiels du conflit ukrainien sur l'ASEAN ont également été abordés.

## Indonésie

### Poursuite de la reprise économique au T1 2022

La croissance économique s'est maintenue à 5,01% en g.a. au T1 2022, après 5,02% au T4 2021. Cette performance économique positive s'explique en partie par des effets de base (une consommation plus élevée) et des exportations nettes positives. La consommation des ménages a augmenté à 3,4% en g.a., contre 3,6% en g.a. au T4 2021. Et les exportations ont progressé de 16,2%. Cependant, 0,9 point demeure non expliqué (statistical discrepancy). La bonne performance du commerce extérieur se poursuivra selon la banque DBS, qui estime que l'interdiction des exportations d'huile de palme sera probablement temporaire (1-2 mois) jusqu'à ce que les prix domestiques baissent (moins d'un 1/3 de la production est consommée localement). De plus, l'investissement a augmenté de 4,1% en g.a. et la consommation publique s'est contractée de -7,7% en g.a. (+5,2% au T4 2021) alors que la situation sanitaire s'améliore. Enfin, l'inflation au mois d'avril a atteint 3,5% en g.a., contre 2,6% en mars 2022 (fourchette cible de 3,0% ±1%). Dans un contexte de fêtes (Ramadan), DBS estime que plus de 90 % de la hausse de l'IPC global est due à l'augmentation des coûts de l'alimentation et des transports. La banque centrale indonésienne BI maintient sa prévision d'une croissance de 4,5% à 5,3% en 2022, et DBS à 4,8%. Cependant, DBS souligne plusieurs risques, du fait que la stratégie zéro-covid de la Chine et de la politique de resserrement monétaire de la Fed.



### Garuda Indonesia demande une 3<sup>ème</sup> extension du délai de la procédure de sauvegarde

La compagnie nationale estime qu'il n'est pas possible de terminer le processus de restructuration de sa dette d'ici la date limite du 20 mai 2022. Garuda demande 30 jours supplémentaires, après avoir déjà obtenu deux prolongations de 60 jours chacune. La société a déclaré que la vérification des créances était en cours et qu'elle n'avait pas encore conclu d'accord avec les créanciers sur le plan de restructuration de la dette (les demandes des créanciers portent sur 13,8 Md USD). Si Garuda et ses créanciers ne parviennent pas à un accord dans les 270 jours suivant l'octroi de la suspension par le tribunal, l'entreprise sera déclarée en faillite. D'ici le 20 mai, Garuda aura utilisé 160 jours de ce délai.

## Malaisie

### La banque centrale augmente son taux directeur

Surprenant les analystes, lors de la réunion de son comité de politique monétaire du 11 mai, la Bank Negara Malaysia a augmenté son taux de référence (OPR) de 25 pb pour le porter à 2%. Il était à ce niveau historiquement bas depuis juillet 2020. La BNM entend ainsi lutter contre la dérive des prix à la consommation – dont la banque centrale estime qu'elle pourrait atteindre jusqu'à 3,2% en 2022, aux pressions sur le ringgit liées à la hausse des taux américains, tout en estimant que la reprise économique est suffisamment solide pour permettre cette hausse relativement limitée. Les risques que les restrictions de la demande chinoise feront peser sur les exportations malaisiennes seront également suivis de près par la BNM dans les semaines et les mois qui viennent pour ajuster sa politique monétaire.

### Generali complète le rachat des activités d'Axa en Malaisie

Après qu'Axa a vendu ses intérêts dans l'assurance et l'assurance-vie en Malaisie à Generali Asia NV, Affin Bank obtient l'autorisation du MOF de vendre une partie de sa participation de ces activités (21% pour l'assurance-vie et 2,95% pour la non-vie) à l'assureur italien également. La Bank Negara Malaysia avait donné son accord il y a quelques jours. Sous réserve des dernières autorisations de la banque centrale pour les nouvelles structures créées, Generali détiendra 70% de participations dans la co-entreprise formée avec Affin Bank quand Axa n'en possédait que 49%.

### Azmin Ali à Washington – renforcement des liens en matière de semi-conducteurs

Après que la ministre américaine au commerce, G. Raimondo, est venue en Malaisie en novembre dernier, c'est au tour d'Azmin Ali – ministre du commerce international et de l'industrie – de se rendre à Washington. La ministre américaine avait jugé la Malaisie comme une « côte amie » (friendshoring) pour les investissements sensibles américains, permettant à la Malaisie d'attirer plus d'investissements américains. Azmin Ali et G. Raimondo ont d'ailleurs signé un "memorandum of cooperation" destiné à renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement en semi-conducteurs. D'autres thèmes, comme l'amélioration du commerce RSE et l'Indopacific Economic Framework, nouveau pendant américain à l'activisme chinois, étaient également à l'ordre du jour.

## Singapour

### Test d'un outil garantissant la transparence du commerce des crédits carbone

Suite à la consultation organisée conjointement par l'Association internationale du marché des émissions, le gouvernement de Singapour et la Banque mondiale, Singapour rejoint les pays partenaires de la Banque mondiale dans la troisième et dernière phase de tests de simulation de son prototype Climate Warehouse, un système d'information visant à connecter les différents registres de crédits carbone dans le monde. L'objectif de cette phase est de tester l'outil sur une plateforme blockchain interopérable, publique et sans autorisation, et de développer un prototype pour rendre Climate Warehouse opérationnel. Ce système d'information devrait, par le biais d'une infrastructure décentralisée, réduire les risques de double comptage des crédits carbone qui nuisent à l'intégrité des marchés.

## CMA CGM/PSA : solutions numériques pour réduire l'empreinte carbone

CMA CGM et PSA Singapour ont signé, le mercredi 11 mai, un protocole d'accord (MoU) pour créer et mettre en œuvre conjointement des solutions numériques durables liées aux activités de manutention du port et du terminal de CMA CGM à Singapour, à travers la joint-venture CMA CGM-PSA Lion Terminal (CPLT). L'un des axes de travail consiste à adopter la solution numérique Opt-E-Arrive de PSA, qui synchronisera les activités et les données en temps réel entre le navire et la terre afin d'optimiser la vitesse du navire pour permettre un accostage dans les temps à l'arrivée. Cette solution devrait, selon les deux groupes, contribuer à réaliser jusqu'à 7% d'économie de carburant pour les navires de la compagnie française faisant escale à Singapour.

## Tensions immobilières : une nouvelle taxe à l'achat visant les sociétés opaques

Le gouvernement a annoncé lundi 9 mai l'adoption du Stamp Duties Bill 2022, un projet de loi introduisant un droit de timbre supplémentaire de 35% sur les propriétés achetées, vendues ou transférées par le biais d'un trust où le propriétaire n'est pas identifiable. Cette initiative vise à combler une faille de la législation utilisée par les acheteurs de plusieurs propriétés dans le cadre de trusts où l'identité du propriétaire n'est pas explicite, leur permettant ainsi d'éviter certaines taxes. Singapour s'attèle à apaiser les tensions immobilières dans un contexte d'augmentation continue des loyers depuis 2021, en raison notamment d'une demande croissante d'espace pendant la pandémie et des retards de construction. La réouverture de Singapour et l'arrivée de nouveaux travailleurs étrangers, y compris depuis Hong Kong, contribuent à la tendance observée sur les prix et loyers dans l'immobilier.

## Vietnam

### Report de la taxe spéciale à la consommation en discussion

Le ministère des Finances (MOF) a proposé au gouvernement un report de la taxe spéciale à la consommation (SCT) pour les voitures fabriquées et assemblées au Vietnam. Ce report concerne les taxes de juin à septembre d'un montant de 870 M USD dont le règlement serait reporté au 20 novembre et est motivé par les conséquences de la crise sanitaire. En cas d'approbation, il s'agirait de la 3e prolongation du paiement de cette taxe depuis 2020.

### Hausse de la taxe à la consommation sur les boissons alcoolisées et le tabac

Les cigarettes, la bière et les spiritueux seront soumis à une augmentation de la taxe spéciale à la consommation (SCT) au Vietnam dans le cadre de la Stratégie globale de réforme fiscale jusqu'en 2030, récemment approuvée. Le gouvernement élaborera une feuille de route pour augmenter cette taxe afin de limiter la production et la consommation et respecter les engagements internationaux. Au Vietnam, les boissons alcoolisées sont actuellement soumises à une SCT de 65% tandis que la SCT sur le tabac s'élève à 75% depuis 2019.

### Augmentation sensible des bénéfices des banques au T1 2022

Presque toutes les banques ont vu leurs bénéfices augmenter au premier trimestre 2022 grâce entre autres à la croissance du crédit (5% en glissement annuel au T1 selon la Banque d'Etat) et les services en ligne proposés aux particuliers. A titre d'exemple, SHB (Saigon Hanoi Commercial Bank) a doublé ses bénéfices à 138 M USD tandis que VPBank (Vietnam Prosperity Commercial Bank) a dépassé la banque publique Vietcombank (Commercial Bank for Foreign Trade of Vietnam) pour devenir le prêteur le plus rentable, avec un quasi-triplement de ses bénéfices à 485,6 M USD. La qualité des actifs s'est cependant détériorée.

## Thaïlande

### Création de 4 nouvelles zones économiques spéciales

Le comité en charge de la politique des zones économiques spéciales présidé par le premier ministre, Prayut Chan-o-cha, a approuvé la création de quatre nouvelles ZES calquées sur le modèle de l'Eastern Economic Corridor dans le but de promouvoir un développement régional plus équilibré. Chaque nouvelle ZES aura une ou plusieurs spécialisations économiques : le Corridor du Nord (provinces de Chiang Rai, Chiang Mai, Lamphun et Lampang) se spécialisera dans l'économie créative, la zone économique du Nord-Est (Khon Kaen, Udon Thani, Nakhon Ratchasima et Nong Khai) servira de base de production et d'approvisionnement au secteur de la bio-économie en raison de l'abondance de matières premières, le corridor économique Centre-Ouest (Ayutthaya, Nakhon Pathom, Suphan Buri et Kanchanaburi) se focalisera sur le développement de l'agro-industrie, du tourisme et des industries de haute technologie, et le corridor sud (Chumphon, Ranong, Surat Thani et Nakhon Si Thammarat) devrait devenir un centre logistique visant à relier la mer d'Andaman, le golfe de Thaïlande et les pays du pourtour de l'océan Indien. Plusieurs incitations (comme la prolongation de l'exemption des frais de location des terrains jusqu'en 2023) devraient être prochainement annoncées.

### Maintien prévu des mesures de subvention du prix du diesel

Alors que le programme de subvention du prix du diesel devait prendre fin en mai, le premier ministre a finalement annoncé vouloir le maintenir dans un contexte de fortes pressions inflationnistes. Cette décision devrait accroître la pression financière sur l'organisme public en charge du financement de ces subventions, l'Oil Fuel Fund, actuellement déficitaire de 66,6 Mds THB (2 Mds USD), qui tente dès lors d'accélérer la procédure d'obtention d'un prêt de 20 Mds THB (500 M USD) auprès des banques publiques (Government Savings Bank et Krungthai Bank). Pour mémoire, le plafond d'endettement pour l'année fiscale en cours, qui s'achèvera le 30 septembre prochain, vient d'être porté de 1 360 Mds THB (40,5 Mds USD) à 1 410 Mds THB (42 Mds USD) par décision du gouvernement pour financer notamment les dépenses supplémentaires en matière de subvention énergétique.

### Indice de confiance des consommateurs en baisse

L'indice de confiance des consommateurs mesuré par l'Université de la Chambre de Commerce thaïlandaise (UTCC) s'est abaissé à 40,7 en avril après 42 en mars, 43,3 en février et 44,8 en janvier, dégringolant ainsi à son plus bas niveau en huit mois en raison des craintes portant sur l'inflation et le pouvoir d'achat. Après avoir annoncé qu'il devrait maintenir les subventions du prix du diesel, le gouvernement pourrait prolonger d'autres mesures d'aide à la consommation comme le programme « Khon La Khrueng » consistant à accorder une réduction de 50% sur les achats de nourriture, de boissons et de biens de première nécessité dans la limite de 150 THB par jour et par personne.

## Philippines

### Repli de la bourse à l'annonce de la victoire de Marcos

La victoire (encore non officielle) du candidat Ferdinand Marcos Jr dit « Bong Bong Marcos » aux élections présidentielles, sans programme économique défini, a fortement déstabilisé les marchés financiers du pays. L'indice boursier philippin a démarré le mardi 10 mai, lendemain des élections, à -1,89%, allant jusqu'à une baisse de 3% dans la matinée avant de se stabiliser le reste de la journée. Les médias ont le plus souffert (-22% pour la Manila Broadcasting Company ou -18,7% pour GMA Network) alors que le cours des actions d'entreprises estimées proches de Marcos comme Araneta Properties ou Philweb Corporation ont augmenté de manière importante.

## Hausse des flux d'IDE en février

Les entrées nettes d'IDE ont augmenté de 46,3% en g.a. au mois de février 2022 soit une hausse de 9,0% par rapport à janvier. Ce sont ainsi plus de 893 M USD d'IDE en février. Comme en janvier, ces flux sont portés par des IDE sous forme de prêts intra-groupe qui ont augmenté de 40,8% en glissement annuel. De plus, les placements de capitaux propres ont augmenté de 26,5% en g.a. tandis que les retraits de capitaux propres ont diminué de 72,4%. Ces flux provenant principalement du Koweït, du Japon et des États-Unis ont été investis en majorité dans les secteurs de la finance et des assurances, de l'industrie manufacturière et de l'industrie immobilière.

## Amélioration de la notation risque pays des Philippines

Le Short-Term Political Risk Index (STPRI) des Philippines produit par Fitch Solutions est passé de 64,0 à 66,5 points sur 100 suite à la victoire du candidat Ferdinand Marcos Jr. Cela signifie une meilleure stabilité politique et moins de risques pour les investisseurs pour les 12 prochains mois. Cette hausse reflète l'augmentation de la composante de l'indice portant sur la continuité politique passée de 70 à 80, les autres composantes sont néanmoins restées identiques. Fitch Solutions prévoit une continuité politique du futur gouvernement sur les plans politique et économique, notamment quant au programme d'investissements massifs en infrastructures « Build ! Build ! Build ! » amorcé par le président sortant Rodrigo Duterte.

## Cambodge

### Interview de François Corbin : Le Cambodge est une porte aisée, compétitive et efficace pour exporter en ASEAN

Représentant spécial du ministre de l'Europe et des Affaires Étrangères pour les relations économiques avec les pays de l'ASEAN, M. François Corbin participera au Forum d'affaires France Cambodge des 9-10 juin à Phnom Penh. Dans une interview à la presse cambodgienne (cf. Forum & Presse : « Le Cambodge est une porte aisée, compétitive et efficace pour exporter en ASEAN » ([cambodgemag.com](http://cambodgemag.com)), il estime que les atouts de l'ASEAN et du Cambodge sont encore sous-estimés en Europe et notamment en France. Pour autant, il souligne le succès des entreprises qui se sont implantées dans un pays de la région pour ensuite se développer dans les autres. Le Cambodge offre un cadre propice à cet effet.

### Allégations d'abus dans la microfinance et hausse des prêts non performants

Deux ONG (Equitable Cambodia et la ligue cambodgienne des droits de l'homme) ont déposé une plainte auprès de la Société financière internationale (SFI, filiale de la Banque mondiale), au motif que les investissements de la SFI dans le secteur du microcrédit auraient conduit à un surendettement de la population et à des violations des droits de l'homme. Selon les 2 ONG, la SFI a, au cours des 5 dernières années, fourni des financements pour plus de 400 M USD à 6 institutions de crédit (ACLEDA, Hattha Bank, Sathapana, Amret, LOLC et PrasacEnsemble) qui détiennent environ 75% des microcrédits du Royaume. Le Médiateur pour les questions de conformité de la SFI (Compliance Advisor Ombudsman) a accepté d'examiner leur plainte. De leur côté, l'Association des banques du Cambodge (ABC) et l'Association cambodgienne de la microfinance (ACM) ont publié une déclaration assurant que la protection des clients est leur priorité absolue et qu'elles s'engagent à examiner les préoccupations soulevées. Par ailleurs, le Credit Bureau of Cambodia (CBC, observatoire du crédit soutenu par la banque centrale) a annoncé une nouvelle hausse des encours de prêts et une augmentation du ratio de prêts non performants (plus de 30 jours de retard), passés de 2,03% fin 2021 à 2,35% au 1er trimestre 2022, en lien avec la réduction des facilités accordées par la banque centrale pour restructurer les crédits en souffrance.

## La politique agricole vise une croissance de 3,1% sur la période 2021-2030

La croissance de la valeur ajoutée de l'agriculture cambodgienne devrait augmenter à un taux annuel moyen de 3,1%, avec la mise en application de la politique de développement agricole 2021-2030, qui vise à soutenir une croissance agricole compétitive et inclusive. La valeur ajoutée de la production végétale et animale devrait augmenter respectivement de 3,1% et 2,7% l'an. Les objectifs stratégiques sont : 1) améliorer la compétitivité de la chaîne de production agricole ; 2) générer un soutien aux infrastructures agricoles et à la facilitation du commerce ; 3) améliorer la durabilité de la gestion des ressources agricoles, forestières et halieutiques ; et 4) renforcer la gouvernance et le développement des ressources humaines dans le secteur agricole. Pour mémoire, au cours des 10 dernières années, la contribution du secteur agricole à l'économie nationale a diminué, passant de 33,9% du PIB en 2011 à 24,4% en 2021.

## Laos

### Pénuries de carburant

A travers le pays et particulièrement à Vientiane, de longues files d'attente se sont formées aux stations-essence. Alors que le Laos est totalement dépendant des importations de carburant, les entreprises qui l'importent peinent à se procurer les devises nécessaires en raison de la raréfaction des réserves de change, mais aussi de la dépréciation du LAK qui leur cause des pertes. Les importations ne représentent plus que 50% du carburant nécessaire aux besoins du pays. Des Laotiens envisagent déjà de faire des allers-retours en Thaïlande pour y acheter du carburant. Le gouvernement a baissé les droits d'accises (de 21 à 11% sur le diesel et de 31 à 16% sur l'essence) afin de limiter l'augmentation des prix (+86% en un an) et a encouragé les Laotiens à économiser le carburant autant que possible. Une instruction du premier ministre a par ailleurs encouragé les compagnies pétrolières à importer du carburant bon marché depuis la Russie.

### Inflation toujours préoccupante

Le Laos connaît aujourd'hui l'un des taux d'inflation les plus élevés d'Asie (+9,9% entre avril 2021 et avril 2022). La pandémie, les conséquences du conflit en Ukraine et la dépréciation du kip renchérissent les importations. Selon la Banque asiatique de développement (ADB), le taux d'inflation moyen atteindra 5,8% cette année et 5% en 2023, ce qui risque d'avoir des effets négatifs sur la dette. Dans ce contexte, la Chambre de commerce et d'industrie du Laos (LNCCI) a proposé au gouvernement d'alléger les contraintes pesant sur l'économie : rouvrir le pays aux touristes internationaux, inciter les Laotiens à aller travailler à l'étranger, faciliter les IDE et accorder l'autorisation d'acheter des terres aux Laotiens vivant à l'étranger.

### Promesses d'aides multilatérales

Après la Banque mondiale la semaine dernière (11 projets pour un total de 395 M USD sur les années 2022-2026, principalement dans 3 domaines : promotion de la croissance verte, investissement dans le capital humain et protection de l'environnement), la Banque asiatique de développement a présenté au ministère du Plan et de l'Investissement ses 24 projets de coopération actuels et futurs, pour un financement de 829 M USD au total. Elle a cependant regretté que lors de la phase préparatoire de ces projets, l'approbation du gouvernement puisse être longue et fastidieuse, ce qui retarde la mise en place des projets en question, et que les autorités laotiennes ne parviennent pas toujours à fournir la contrepartie promise dans les délais impartis. De son côté, l'UE a annoncé le lancement de la « Stratégie Team Europe » d'aide à la relance dans le contexte post-Covid (2021 à 2025), doté d'un financement de 550 M EUR.

## Birmanie

### Nouvelle publication de la « Dirty List » de l'ONG Burma campaign

Burma Campaign UK a rajouté 56 sociétés dans sa liste noire dont 15 sont originaires de Russie, 7 du Vietnam, 5 de Chine et 5 d'Inde. Ainsi, des sociétés russes, biélorusses, serbes et autrichiennes sont ciblées pour leur implication supposée dans le commerce des armes et des pièces détachées pour l'aviation. Les sociétés indiennes et vietnamiennes sont liées au secteur portuaire et les entreprises chinoises sont quant à elle impliquées dans les industries minières contrôlées par la junte.

### Nouvelles contraintes sur les exportateurs

Dans la série des mesures prises par la Banque Centrale Birmane (CBM) pour soutenir la monnaie locale via le canal commercial, cette dernière continue de mettre la pression sur les exportateurs. En effet, alors que jusqu'à présent ces derniers disposaient de 90 jours pour rapatrier sur un compte bancaire birman leurs revenus en devises (qui seront immédiatement convertis en kyats), ce délai a été ramené à 45 jours pour les opérations avec les pays non asiatiques. Par ailleurs, 158 entreprises sont actuellement poursuivies en justice pour ne pas avoir respecté la règle des 90 jours.

### Pénurie d'huile de cuisson

Le ministère du Commerce vient d'interdire temporairement à compter de 9 mai les exportations d'arachides et de graines de sésame afin de répondre à la demande locale en matière d'huile de cuisson. Selon le ministère, cette décision s'inscrit dans le contexte de la crise russo-ukrainienne et des récentes restrictions d'exportations par l'Indonésie sur l'huile de palme raffinée. En effet, alors que la consommation locale d'huile de cuisson est estimée à 1 Mt/an, 70% sont importées de Malaisie et d'Indonésie, la Birmanie ne disposant d'une industrie de transformation à niveau.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Hervé OCHSENBEIN

Rédacteurs : Léonore MARTEVILLE, Esmâ LAOUADI, Eva THACH

Avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Rangoun et Phnom Penh

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du SER de Singapour

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut être en aucun cas tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Pour s'abonner : [leonore.marteville@dgtrésor.gouv.fr](mailto:leonore.marteville@dgtrésor.gouv.fr) ; [eva.thach@dgtrésor.gouv.fr](mailto:eva.thach@dgtrésor.gouv.fr) ; [esma.laouadi@dgtrésor.gouv.fr](mailto:esma.laouadi@dgtrésor.gouv.fr)

